

**1e proposition** : la tenue des Etats généraux du football amateur. Ce n'est pas parce que l'Equipe de France va mieux que le foot français se porte bien. La bonne santé des bleus est une condition nécessaire mais pas suffisante pour garantir la pérennité de notre sport. Il ne faut pas craindre d'aller à la rencontre de tous les acteurs du foot d'en bas pour redonner à la concertation une place centrale dans le processus décisionnel que nous préconisons. Faisant le constat que dans les lieux de pouvoirs (la FFF en est un) il y a peu de place au débat et que dans les espaces de débat il n'y a pas de pouvoir, nous proposons une autre pratique démocratique, moins "descendante" et plus "ascendante". Les meilleurs experts du football sont ceux qui le vivent au quotidien, c'est pourquoi, nous demandons la tenue des Etats généraux du football français dans tous les Districts de France, afin que toutes les familles du football puissent s'exprimer.

**2e proposition** : l'élection du Président de la FFF au suffrage direct des licenciés majeurs. Pour retrouver la confiance de tous les amoureux du football il est vital de proposer un nouvel élan démocratique. Fort d'une nouvelle légitimité, le Président et son équipe pourront alors engager le projet pour lequel ils ont été élus par l'ensemble des licenciés.

**3e proposition** : un vaste plan de formation de tous les acteurs du football. Formation des joueurs, des éducateurs, des arbitres, des dirigeants... là où le projet sportif prend sa source, elle doit irriguer en profondeur chacun de nos clubs. C'est l'axe majeur de progrès du football français : un arbitre mieux formé sera mieux respecté, un dirigeant mieux formé sera davantage en capacité de prendre de bonnes décisions, un éducateur mieux formé sera un meilleur pédagogue, un joueur mieux formé deviendra un acteur plus engagé et plus respectueux de son sport...

**4e proposition** : la création d'un statut de dirigeant bénévole. Longtemps portée par Aimé Jacquet, l'idée d'un statut pour les dirigeants et tous les bénévoles du foot doit permettre d'ouvrir de nouveaux droits qui seraient débattus lors des Etats généraux. Plus protecteur, ce statut serait reconnu dans le processus de Validation (valorisation) des acquis de l'expérience (VAE).

**5e proposition** : un plan pluriannuel d'équipement en terrains synthétiques pour les clubs amateurs. À l'occasion de l'Euro 2016 en France, d'importants investissements publics sont prévus pour rénover les grands stades, nous suggérons qu'un plan pluriannuel de terrains synthétiques soit proposé par la FFF en faveur des clubs amateurs. Cette formule offrirait de nombreux avantages : jouable par tous les temps, sans craindre la répétition des rencontres, ne nécessitant qu'un minimum d'entretien et répondant pleinement aux critères du Développement durable...

Une opération nationale « 1000 terrains synthétiques pour les clubs » dont l'appel d'offres national, piloté par la FFF, selon un cahier des charges rigoureux, permettrait de réduire notablement la charge de l'investissement. On pourrait même imaginer une Convention nationale d'objectifs qui lierait la FFF, les Régions, les Départements et les villes bénéficiaires pour le financement de ces équipements sur la période 2012/2016.

**6e proposition** : la réorganisation de la gouvernance de la FFF, des Ligues et Districts. Au sein du foot amateur, Districts et Ligues sont souvent en contradiction voire en opposition sur de nombreux sujets. La république du football "une et indivisible" ne peut pas continuer de faire l'impasse sur une réforme profonde de sa gouvernance. La FFF doit redevenir le pilote d'un management transversal et décloisonné, où les missions sont clairement définies et unifiées. Le foot a tout à gagner de cette gouvernance clarifiée, respectueuse et responsable.

**7e proposition** : l'expérimentation de l'exclusion temporaire, nouvel outil à disposition des arbitres. L'arbitre est au coeur du jeu, il doit prendre des décisions impartiales et rapides.

Nous

pensons qu'il faut aider l'arbitre dans sa tâche en lui proposant de nouveaux outils qui faciliteront sa prise de décisions et le respect de celle-ci par les joueurs. Entre le carton jaune et le carton rouge, nous proposons le carton bleu, synonyme d'une exclusion temporaire de 10 minutes, comme cela se pratique déjà avec succès au rugby. De plus, nous préconisons de modifier la règle de la "main dans la surface de réparation" qui donne souvent lieu à confusion et absence d'uniformité dans l'application entraînant soit une double peine (carton rouge + penalty), soit une peine simple (penalty), soit pas de peine du tout. Exclusion temporaire systématique pour toute faute entraînant un penalty (le carton rouge pouvant être sorti en cas de faute volontaire et antisportive).

**8e proposition** : l'abandon du système des amendes aux clubs pour les cartons jaunes et rouges. 7.597 dossiers disciplinaires ont été examinés lors de saison écoulée dans la Ligue du Centre, contre 6.536 un an plus tôt, soit une augmentation de 16,2%. Le coût moyen des amendes prélevées par les Ligues et les Districts varie d'un département à l'autre (1er carton jaune : 12 €, 2e carton jaune : 15 €, 3e carton jaune : 26 € et Carton rouge : 35 € en moyenne). Cela constitue une belle cagnotte pour nos instances mais une charge conséquente pour les clubs. C'est pourquoi, nous proposons l'abandon pur et simple de ce système obsolète.

**9e proposition** : l'abandon des primes pour tous les internationaux au profit de la formation des acteurs du foot amateur. Issu du monde amateur, formé par des éducateurs dévoués et compétents, il serait pertinent que l'international (qui voit sa valeur et ses revenus augmenter) renonce à ses primes en faveur du foot amateur. Pour moraliser le football, après le grave échec de la Coupe du monde, nous pensons qu'un joueur professionnel qui devient international doit avoir un comportement exemplaire. Ces sommes cumulées qui représentent environ 4 millions d'euros par an, permettraient la montée en puissance de l'Institut de formation du football, créé le 1er juillet 2009, en direction de tous les acteurs du football amateur. Nous pourrions ainsi proposer 8 000 journées de formation, chaque année, en direction des dirigeants, éducateurs, joueurs, arbitres... C'est à notre avis, un formidable symbole de solidarité et l'occasion unique d'impulser une dynamique nouvelle.

**10e proposition** : la communication du budget de la FFF, la transparence des comptes, l'évaluation des actions et la rédaction d'un rapport d'activité annuel du Président de la FFF et de son équipe. Pour retrouver la confiance, il faut agir dans la transparence : dire ce que l'on fait, faire ce que l'on dit, évaluer l'efficacité de ses actions de manière objective et rendre compte.

**11e proposition** : une réflexion sur les nouvelles régulations du football : quelles nouvelles solidarités entre foot professionnel et amateur ? Pourquoi avons-nous le sentiment, largement répandu, que plus l'argent coule à flot dans le foot d'en haut, grâce à la manne télévisuelle, plus le débit se tarit pour le foot d'en bas ? Pour faire bouger le football, il est indispensable de repenser notre modèle, d'engager la réforme de ses régulations financières et d'inventer de nouvelles solidarités. Faut-il, comme le proposaient des parlementaires, le 5 novembre 2009, dans une proposition de Loi, instituer une contribution de solidarité des clubs professionnels de football en direction des clubs amateurs, basée sur un pourcentage des transferts des joueurs

professionnels ?

Lorsqu'un éducateur ou un jeune joueur formé par un club amateur est appelé par un club professionnel, n'y aurait-il pas matière à ce que le club amateur puisse bénéficier d'un juste retour du club professionnel (prise en charge de séances d'entraînement, dotation de matériel...) ? Ce serait une belle reconnaissance de son action de formation et le gage de sa pérennité. Le football français a besoin d'un nouveau souffle et ces 11 propositions sont issues des nombreuses discussions et échanges passionnés qui se sont exprimés ces dernières semaines. La tenue d'Etats généraux du football amateur, sous l'égide du Président de la Fédération Française de Football, constituerait l'occasion unique d'en débattre avec toutes les familles du football et permettrait d'enclencher une dynamique positive.

Nous espérons vivement que vous saurez entendre la voix du football amateur, qui souhaite engager un travail constructif avec la FFF, dans la dignité et le respect. En effet, nous croyons encore à la force de la volonté, c'est pourquoi nous vous demandons, Monsieur le Président, de bien vouloir vous engager à la fois sur ces 11 propositions, mais également sur un calendrier précis de mise en œuvre. Nous demeurons à votre disposition pour engager ce dialogue indispensable pour l'avenir de tout le football français.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mes sentiments respectueux.  
Eric THOMAS - Président